



**Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi / Institut national du travail et des études sociale (Université de Carthage), Laboratoire de recherche en microéconomie appliquée (Université El Manar)
Journée d'étude du 25 juin 2014**

Micro-finance, Micro-crédit et création d'emploi

L'objectif de cette journée sera de réexaminer la question de la micro-finance et du micro-crédit face aux crises de l'emploi et du développement local en Tunisie.

L'on a tendance à confondre la micro-finance avec le « micro-crédit » qui permet d'aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus. La micro-finance s'est beaucoup développée en Afrique sur la base de la collecte de la petite épargne. Elle est plus globale que le micro-crédit, ne cible plus uniquement les « pauvres », et fournit à une clientèle plus étendue, mais aussi exclue du système bancaire classique, un ensemble de services financiers dont le crédit, l'épargne, l'assurance, le transfert d'argent des migrants, l'aide à la consommation ou à l'habitat etc. Les IMF (institutions de micro-finance) sont des institutions de « proximité » qui ont pour but « d'assurer l'auto-promotion économique et sociale des populations à faibles revenus ». Elles peuvent être des ONG, associations, mutuelles/coopératives d'épargne et de crédit, sociétés anonymes, banques, établissements financiers... Ses clients ont généralement une activité génératrice de faibles revenus dans le cadre d'une petite entreprise familiale en milieu rural ou en milieu urbain.

La Tunisie a jusqu'à présent fait l'expérience du micro-crédit, dont le bilan en matière d'emploi apparaît mitigé. Le séminaire visera à repositionner ce dispositif dans la nouvelle conjoncture tunisienne pour répondre à la crise de l'emploi et à un développement local plus équitable, interpellant autrement la société civile, les entreprises et les institutions nationales – voire internationales- pour promouvoir le développement socio-économique. Ce séminaire sera l'occasion d'interroger l'impact de la micro-finance sur l'organisation et le développement des services non financiers pouvant appuyer des micro-projets. Il questionnera les outils de développement social et solidaire pour la formation et l'accompagnement à la création d'emploi et d'entreprises. Il s'interrogera aussi sur les impacts et les limites de la micro-finance et du micro-crédit comme outils de lutte contre le chômage et pour l'emploi.

Cette journée devra déboucher sur des modalités d'actions, recommandations et préconisations régionales sur l'emploi, le financement, les formations appropriées.